

LE ROLE DES FEMMES DANS LA RECONSTRUCTION POST-CONFLIT: EXPERIENCES ET LEÇONS RETENUES DU BURUNDI

Barbara NDIRUKUNDO-KURURU

La femme burundaise dans la société traditionnelle : cadre théorique

Certains courants de la pensée moderne présentent souvent la femme comme un être singulier et souvent en retard sur la voie du progrès. Mais, tenter de saisir la réalité individuelle féminine en tant que telle reviendrait à la poser comme une entité rigidement structurée, qui se distinguerait de l'homme par essence. Or, dans les sociétés africaines, aucun individu, homme ou femme, n'est un lieu de rapport singulier, unilatéral et unidimensionnel. La personne humaine se saisit et se définit par rapport à autrui. Mais, cet autrui auquel on fait réellement référence, c'est l'homme (vir) considéré par la littérature traditionnelle comme le pilier fondamental, le seul élément généalogique à partir duquel on peut promouvoir sa descendance.

Tout en promouvant ce rôle et ce statut élogieux de l'homme, la littérature africaine traditionnelle présente souvent l'envers de la femme. Si l'on reconnaît que la personne de la femme aimée est d'une richesse prodigieuse et qu'elle fait tout dans la famille et la société, c'est parce qu'elle fait effectivement tout. Mais, pour être mieux apprécié, ce « tout » que la femme est et fait ne doit pas se manifester au grand jour. La place de la femme est dedans et celle de l'homme dehors. C'est lui qui en portera le flambeau. La femme choisit-elle de penser à l'ombre de l'homme ? Est-elle contente de son sort ? Quiconque ne serait pas imprégné du contenu et de l'histoire de la pensée traditionnelle pourrait croire à un tel déterminisme qui ferait de la femme un être qui toujours subit son destin sans jamais « protester », sauf dans les plaintes.

L'éducation traditionnelle et ses effets sur le statut de la femme

Un adage kirundi dit que la véritable éducation est celle que l'enfant reçoit dès sa prime enfance (indefero iva hasi). Mais traditionnellement, les garçons et les filles étaient éduqués différemment à partir de l'âge de raison. De plus, les enfants naissaient et grandissaient dans un environnement familial et socioculturel assez restreint, où ils puisaient tout le savoir, le savoir-faire et le savoir-être.

Le modèle était les parents, les aînés et les personnes adultes en général. Ils s'instruisaient et se divertissaient à l'école du soir notamment. Les enfants pratiquaient le métier de leurs parents, avec une division nette des tâches entre les garçons et les filles. Le père préparait son fils à assurer quelque fonction publique. A son tour, la mère initiait sa fille aux travaux ménagers et champêtres. Fonction publique pour le jeune homme, fonction ménagère pour la jeune fille, voilà l'origine même dudit complexe de supériorité chez l'homme et du complexe d'infériorité chez la femme. Cette situation a fait que, depuis des siècles, la femme burundaise a adopté une attitude de résignation passive de sa condition. Tout le monde était content et personne ne réclamait le changement. Mais, voici qu'avec

l'arrivée des européens et surtout avec la scolarisation des filles, les mentalités changent peu à peu et la cohésion familiale devient de plus en plus lâche.

Modernité et changement de mentalité

Autant le garçon scolarisé n'est plus un héritier idéal pour son père et le futur notable (umushingantahe) qu'il en attend, autant la fille n'est plus une auxiliaire précieuse pour sa mère et la future gardienne du foyer (umugumyarugo) qu'elle en attend. Les enfants évoluent dans un milieu extra-familial où la séparation sexuelle des tâches n'est plus rigoureuse. Même milieu de vie, mêmes exigences pour les garçons et pour les filles : voilà un phénomène qui bouleverse les mentalités et exige que certaines valeurs traditionnelles soient repensées et reformulées. Au sein de la famille, l'éducation donnée aux enfants ne favorise plus tellement la séparation sexuelle des tâches. L'école soumet les garçons et les filles au même règlement, à la même discipline scolaire. Le diplôme qui sanctionne les études secondaires est le même pour les jeunes gens et les jeunes filles, et ils sont également compétitifs sur le marché du travail.

Dans la poursuite de l'idéal de paix, de justice, d'unité et de développement, le rôle de la femme est indéniable. Les femmes burundaises savent maintenant que la politique intéresse tout citoyen sans distinction de sexe : elles sont acquises à la notion de genre – hommes et femmes ensemble – et élaborent sans cesse des stratégies pour une prise en compte effective de la « politique genre » dans tous les domaines de la vie nationale. Elles occupent de plus en plus de hauts postes de responsabilité. Cette intégration de la femme à la vie de la nation influe sur l'éducation des enfants et implique une nouvelle dynamique des valeurs morales et intellectuelles. En principe, la femme burundaise n'est plus exclue des affaires publiques. Elle milite, depuis l'époque de l'indépendance en général et à partir des années 1990 en particulier, pour imposer à la société moderne son image et pour être associée à la prise de décision et à la gestion du pays, notamment durant la période de crise.

La femme burundaise en période de crise

Dans le Burundi traditionnel, l'éducation donnée à la jeune fille la disposait à véhiculer des valeurs propices à la cohabitation harmonieuse et favorisait la prévention et la résolution pacifiques des conflits. Mais, la coutume interdisait à la femme de siéger parmi les bashingantahe pour rendre la justice, ainsi que de jouer un rôle public, à l'exception des relations de solidarité dans le voisinage et la communauté. Elle était pourtant consultée pour sa sagesse et sa clairvoyance. Le mari, s'il était reconnu comme un homme juste et honnête, pouvait être garant de la crédibilité de sa femme aux yeux de la société : il la protégeait. Bien qu'exprimé discrètement, le rôle de la femme burundaise dans la cohésion sociale, la prévention et la réconciliation en faisaient une militante incontestée de la paix sociale et des droits des personnes vulnérables, en l'occurrence les enfants.

Depuis le 21 octobre 1993, le Burundi est plongé dans une crise politique et socio-économique sans précédent. Certaines femmes ont participé aux massacres interethniques et au génocide, mais pas toujours autant que les hommes. Leur responsabilité directe quant à l'origine de la crise de 1993 n'est pas vraiment démontrée. Par contre, les femmes en ont souffert de manière catastrophique : elles ont parfois été éventrées ; elles ont assisté aux massacres de leurs enfants ou les ont vus mourir de faim. Mais, parmi les initiatives les plus

importantes pour rétablir la situation, prévenir et gérer pacifiquement les conflits, le rôle de la femme a été prépondérant.

Leadership féminin et résolution pacifique des conflits au Burundi

Nul ne peut contester le rôle de la femme burundaise dans le rétablissement de la paix au Burundi. Dès l'éclatement de la crise d'octobre 1993, les femmes ont été très nombreuses à créer et à diriger avec compétence et détermination des associations en rapport avec le rétablissement de la paix et la résolution pacifique des conflits. Elles ont participé à l'organisation des séminaires d'information et de formation à la stratégie de diffusion de la Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination de la Femme, ainsi que des conférences sur la paix et la réconciliation au Burundi. Leur rôle a été capital dans la préparation de la Conférence nationale et régionale des femmes dans le cadre de la Conférence Internationale sur la paix dans la Région des Grands Lacs. C'est à la suite de ces rencontres que la Déclaration de Dar-es-Salaam a été adoptée.

Des représentantes des associations féminines ont participé à la Conférence de Beijing et contribué activement à la préparation de l'évaluation de Beijing +10, notamment par le biais du Ministère de l'Action Sociale et de la Promotion de la Femme et des associations membres du Collectif des Associations des et Organisations Non Gouvernementales du Burundi (CAFOB).

Exclues de la participation à la négociation de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi, des représentantes des femmes leaders se sont rendues en Uganda pour réclamer, auprès du Président de l'initiative régionale, le droit à cette même négociation. Elles ont obtenu uniquement le statut d'observatrices, qui leur aura cependant permis d'élaborer une déclaration qui, de l'avis de certains témoins de l'évolution de la situation sécuritaire au Burundi, serait à l'origine de la résolution 1325, adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies à sa 4213^{ème} séance, le 31 octobre 2000. Les responsables des partis politiques ont ensuite commencé à désigner des femmes dans les délégations chargées de négocier l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi. C'est grâce au combat des femmes que 30% de postes de responsabilité leur ont été promis dans institutions post-transition. Cependant, il faudra encore une forte mobilisation et un fort soutien pour atteindre sinon dépasser ce pourcentage de la base au sommet.

Le leadership des femmes burundaises s'est également manifesté par l'organisation, sous l'égide du Ministère de l'Action Sociale et de la Promotion de la Femme, des conférences- débats sur la prise en compte du genre dans la Constitution post-transition. Elles n'ont cependant pas réussi à faire intégrer les 30% susmentionnés jusqu'à la base (colline et commune notamment). Les leaders des grandes associations féminines se sont enfin entendus pour créer la Synergie des Partenaires pour la Promotion des Droits de la Femme (SPPDF). Elles bénéficient généralement du soutien et de l'appui de l'ACTION-AID, du PNUD et d'autres organisations onusiennes oeuvrant au Burundi.

Le rôle de la femme burundaise dans la reconstruction post-conflit

Nous assistons, en ce début du troisième millénaire, à un certain dynamisme en faveur d'une culture de la paix fondée sur les idées et l'action des femmes. Il s'avère donc impératif

de repenser l'inégalité des rapports sociaux entre l'homme et la femme afin d'instaurer une égalité et une équité authentiques et concrètes de genre.

C'est grâce aux efforts conjugués des hommes et des femmes que l'on pourra juguler des problèmes de viol et d'agression sexuelle, d'intolérance, de banalisation de la violence par les médias, de l'exaltation implicite de la guerre, du trafic des armes et de drogues, du terrorisme et du déni des droits de la personne humaine. Tout le monde doit être conscient qu'une culture de paix exige l'éradication de la dépossession économique et sociale, l'injustice, l'exclusion et la discrimination, tous fléaux qui affectent particulièrement les femmes et les enfants. L'égalité dans l'accès à l'éducation est la clé d'une véritable culture de paix et la voie royale pour le respect intégral des droits des femmes. Pour que tout cela soit possible, la femme doit être associée dans les instances de prise de décision, certes, mais aussi être compétitive sur le marché du travail. Son rôle et sa détermination y sont cruciaux.

Au Burundi, la détermination de la majorité des femmes leaders à tous les niveaux, de la base au sommet en passant par les niveaux intermédiaires n'est plus à démontrer. Mais comme les décideurs politiques ne sont pas prêts à faire des cadeaux aux femmes selon le principe qui dit que « le pouvoir ne se donne pas, il s'arrache ! », c'est à elles de jouer en élaborant des stratégies pour que les responsables politiques à tous les niveaux se rendent compte qu'ils ne peuvent que compter avec les femmes. C'est à cette condition que les femmes pourront acquérir une certaine autonomie et avoir une réelle marge de manœuvre pour que leurs initiatives puissent être transformées en plate-forme d'actions.

Néanmoins, de par l'éducation aux valeurs positives de notre société et considérée comme la gardienne de ces mêmes valeurs et du foyer, la femme burundaise peut jouer un rôle capital dans la reconstruction post-conflit. En effet, elle est naturellement disposée à contribuer aux besoins immédiats des voisins par des dons et des prêts divers.

Autrement dit, elle assure les relations de solidarité et de réciprocité avec les voisins et les amis de la famille. Les valeurs de solidarité et de réciprocité sont d'une importance capitale pour la sauvegarde de l'harmonie au foyer en général et dans la société en particulier. L'éducation des enfants, par laquelle s'accomplissent les parents et qui permet l'achèvement de la personnalité de l'enfant, est assurée d'abord par la mère. Ne dit-on pas que l'éducation d'une personne commence dès la conception de sa mère ? Le phénomène « enfants soldats », que les hommes seuls ne pourront pas endiguer, devra bénéficier de la contribution des femmes. C'est grâce à la conjugaison des efforts des hommes et des femmes que la cohérence et la cohésion de notre société seront rétablies.

Concernant la reconstruction post-conflit, l'action de la femme est indéniablement indispensable et incontournable. Nul doute que la femme est le pilier de l'économie du pays et qu'elle joue un rôle prépondérant dans le développement économique, notamment dans le monde rural. L'agriculture, l'élevage du petit bétail et autres animaux domestiques, le petit commerce et l'artisanat contribuent à l'intégration de la femme au processus de développement, à l'amélioration du niveau de vie de la famille et l'accès au crédit, ainsi qu'au micro-crédit, bien que beaucoup de femmes n'y ont pas encore accès, faute de garantie (hypothèque) ou d'avaliseur. Dans les milieux péri-urbains, le mouvement associatif prend son essor et l'entreprenariat collectif féminin concerne surtout le commerce informel, l'épargne et le crédit ainsi que des micro-projets générateurs de revenus. Les femmes rurales et péri-urbaines, non instruites ou semi-formées, constituent donc les masses laborieuses dont le travail participe grandement au développement du pays.

Pour les femmes instruites, le travail s'avère être un moyen de libération efficace, car il participe de leur indépendance économique et de la liberté de pensée. C'est grâce à leurs initiatives que nous assistons, depuis les années 1980 notamment, à une floraison d'associations d'épargne et de crédit sous forme de tontines. Elles ont joué et continuent encore à jouer un rôle capital pour faire figurer des candidates sur les listes des partis politiques et des indépendants pour les échéances électorales en cours.

La volonté de la femme à œuvrer pour un réel développement durable n'est donc plus à démontrer au Burundi. Mais, elle ne sera pérenne que si les décideurs politiques, qui sont principalement des hommes, reconnaissent enfin la complémentarité nécessaire entre l'homme et la femme ; qu'ils acceptent cette collaboration pour promouvoir et consolider la paix sociale et une égalité des chances entre l'homme et la femme. Les femmes burundaises instruites sont déterminées à participer à la vie de la nation, certes, mais comment pourront-elles, par exemple, aider à la mise en pratique des accords de paix et de cessez-le-feu qu'elles n'auront pas négociés et dont elles ignorent les tenants et les aboutissants ? Peut-être les participants à la présente consultation pourront-ils nous aider à réfléchir et à enrichir les débats sur cette question. L'auto-réalisation et l'autonomisation des femmes ne pourront être effective que si l'égalité de genre est réellement promue par les pouvoirs politiques au niveau national d'abord et par la communauté internationale ensuite.